

**Liberté**

**LIBERTÉ**  
ART & POLITIQUE

## Les bons Sauvages

Jacques Godbout

Volume 22, Number 5 (131), September–October 1980

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/29900ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Godbout, J. (1980). Les bons Sauvages. *Liberté*, 22(5), 7–11.

Tous droits réservés © Collectif Liberté, 1980

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**Érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

# *Les bons Sauvages*

JACQUES GODBOUT

Le lendemain personne n'est descendu dans la rue. Plusieurs, parmi ceux qui avaient voté contre le projet de souveraineté-association, étaient honteux. D'autres, qui avaient opté en sa faveur, furent en un sens soulagés. Tous savaient que ce n'était ni la vraie question, ni le bon moment de la poser. Pendant trois semaines à l'Assemblée Nationale avait eu lieu le véritable débat référendaire. Les souverainistes avaient alors gagné la joute oratoire. Ils avaient fait une fois de plus l'indépendance par le discours. Pour un pays dont la langue est la principale raison d'être, c'était somme toute logique. Mais la question posée ne parlait plus de cela. Elle demandait d'accorder au Gouvernement du Québec l'avantage d'une confiance populaire avant qu'il n'entreprenne de négocier le reste. La question, du même coup, n'avait plus aucun intérêt. C'était une question de fonctionnaire sur le fonctionnement. Non plus sur l'être. Et le second référendum venait comme une garantie au consommateur. Celui-ci a préféré l'*instant*-confédération, comme il aime son café.

Pierre Trudeau demanda aux Québécois de faire un choix rationnel, en jouant avec leurs émotions. René Lévesque voulait que l'on fasse un choix passionnel, mais avec notre seule raison. Et les intellectuels de voter oui, se croyant passionnés. Les émotifs de dire non, croyant raisonner. Tous ont ainsi satisfait en ce référendum à la tradition : voulant la chèvre et le chou, et ne faire de peine à personne, nous n'aurons perdu ni le Canada, ni le Québec. Les Canadiens français, comme leur nom l'indique, ont évidemment voté moitié-moitié.

Car qu'est-ce qu'un Québécois dans cette affaire ? Un Canadien français qui ne veut plus porter son nom ? Un citoyen de la belle Province, même s'il habite le *West Island* ? Un Portugais qui a appris le français au C.O.F.I. ? Le projet québécois est un projet familial. Il n'exclut pas l'étranger, il ne lui fait aucune place particulière. Il est évident que tous les partis politiques du Québec ont un même objectif : l'épanouissement de la société. Mais chacun a sa façon de lire l'Histoire. Ce qui m'a sidéré, dans l'aventure référendaire, c'était d'avoir à choisir entre deux options conservatrices. Voter *oui* pour que nous protégions ce qui reste de la famille ou voter *non* pour que la famille reste ce qu'elle est.

Les optimistes sont du côté des libéraux : malgré les glissements de population (au Canada 28.1% en 1961 se déclaraient de langue française, 26.9% en 1971, 25.6% en 1976 et combien l'an prochain ?) les libéraux croient toujours que la famille survivra. Ils affirment même que l'on peut être francophone hors du Québec, ce qui correspond pourtant à un suicide évident. Mais ils ne veulent pas frayer avec les immigrants, les laissant aux écoles anglaises. Sous un gouvernement libéral les Canadiens français disparaîtront peut-être, mais sans mariages mixtes. Cela plaît surtout aux catholiques intégristes, qui ont une sérieuse tradition de repli sur leur religion.

Les tenants du oui sont plus ouverts à l'étranger, mais ils s'étonnent toujours que celui-ci ne leur ressemble pas. Ils ont tellement chanté que le Québécois est beau qu'ils ont oublié de le regarder. Les immigrants ne s'installent pas, pour la plupart, à Outremont en arrivant. Leurs premiers indigènes ne

sont pas tous cultivés, raffinés et gentils. La majorité de ces indigènes parle un français plutôt régional. L'immigrant ne tombe pas en amour du coup avec notre culture. Du hot-dog stimé à Gaston Miron il y a un pont qu'il n'a souvent pas le temps de franchir avant de devenir, en bonne partie grâce à la télévision, un Américain.

Libéraux et péquistes regardent l'avenir dans le rétroviseur. Les deux se réclament de la Révolution tranquille. Les péquistes sont les pessimistes. Ils appréhendent une catastrophe, un génocide, une lente agonie. C'est pourquoi la vaste majorité des artistes, qui pratiquent le drame comme d'autres le squash, ont produit et adhéré à ce récit. De même les écrivains qui s'imaginent que la politique, comme les romans, a un début, un milieu, une fin. Or en politique il n'y a jamais rien de définitif. Après une élection, c'est même inscrit dans la constitution, vient inexorablement une autre élection. La politique est une spirale.

Claude Ryan est autant de la famille que Robert Bourassa, Jacques Parizeau ou Jean-Luc Pépin. La famille canadienne-française survit par consensus. Celui des années soixante-dix, où les plus brillants se retrouvaient au P.Q., est terminé. Les intérêts des membres de la famille se sont diversifiés. On peut même se demander s'il y a encore — comme en 1960 — l'idée de famille.

En mai 1980, à l'époque du jogging, du chacun pour soi, des associations de consommateurs, de femmes, d'écologistes, de garderies, de gauchistes, d'anarchistes, d'étudiants, d'homosexuels, de cyclistes, d'anti-nucléaires et j'en passe, dont les organisations syndicales, il n'y avait plus cette unanimité dont le P.Q. aurait eu tant besoin. C'est pourquoi on a réinventé les « regroupements », c'est-à-dire des ensembles aussi disparates que ceux des perrons d'église après la messe. La société québécoise était disloquée, même les centrales syndicales bou-daient, le Parti Québécois se mit à considérer toute table de taverne comme une communauté. Nous fûmes, doit-on le dire ? pitoyables. Les discours des libéraux étaient pitoyables. La déroute des péquistes tout autant. C'était, en réalité, le spectacle d'un peuple qui ne voulait rien décider. Seul René Lé-

vesque y mit tout son cœur, parce que c'est un homme généreux ; il se retrouva de plus en plus seul.

Le référendum a permis de toucher du doigt le véritable comportement politique du Canadien français. *C'est un comportement qui refuse toute initiative.* Le Canadien français accepte de se battre, mais seulement, comme l'a démontré la lutte des gens de l'air, s'il est provoqué. Et même là il fait le bon Huron, il tend d'abord l'autre joue. A Cacouna, dans le bas Saint-Laurent, les libéraux fédéraux promettent à chaque élection un port en haute mer. Les citoyens votent pour le port. Puis ils oublient. Ils ne sont pas méchants. Ça dure depuis 20 ans. Depuis 100 ans. Depuis 200 ans peut-être. Nous avons eu comme modèle les Indiens. Ils nous ont permis de survivre à l'hiver, qu'ils connaissaient mieux que nous. Nous avons acquis à leur commerce le goût du campement, du transitoire, de la patience, de l'entêtement, et le respect des Chefs anglais. Les Indiens ont voté *non* au référendum. On ne pouvait faire autrement. Notre société est douce, elle n'aime pas la bataille, les cris, les belligérants. Notre « Révolution » fut tranquille, notre « indépendance » le sera aussi. Mais nous deviendrons indépendants quand plus personne ne voudra de nous. D'ici là nous ne quitterons pas la Confédération, pour ne pas faire de mal à qui que ce soit. Mon Dieu ! Est-ce vraiment un comportement si méprisable ? Nous sommes pacifiques, et nous aimons le discours. Aucun peuple n'a aussi peu souffert de répression politique que le nôtre. Il a suffi des événements d'octobre, métaphores à côté de ce qui se vit en Amérique latine ou en Asie, pour que la crainte s'installe. Nous ne voulons pas de violence. Nous sommes même prêts à disparaître comme peuple pour défendre la douceur.

Les intellectuels qui ont jugé le peuple demeuré parce qu'il avait voté non sont ceux qui ont appris l'histoire dans les livres européens. J'ai déjà écrit que les Canadiens français ne voulaient pas d'histoires. Nous avons tenté de lui en raconter. Force nous est de reconnaître aujourd'hui qu'il a choisi l'intemporel. C'est un peuple qui vit déjà dans l'éternité, et dont l'aventure historique est métaphysique. Il accepte que l'on défigure ses villages, de son passé il ne conserve rien, si-

non ses chansons et son âme. Après quatre cents ans d'Eglise il est peut-être en effet trop tard pour revenir sur terre. Le paradis sur terre c'est Old Orchard. Miami. Acapulco. Le parti politique qui promettra Disneyland sera élu sans compromis. Car le Canadien français, en attendant cet essentiel qu'est le ciel, veut vivre en Amérique. Les intellectuels tirent du côté de l'Europe. C'est méritoire.

En réalité nos idées viennent de France, mais nos mythes, nos fictions, nos cartes de crédit, notre confort, viennent des Etats-Unis. Au référendum c'est de cela qu'il s'agissait. Ceux qui ont voté avec leur tête ont choisi de dire *oui*. Ceux qui ont voté avec leur corps ont dit *non*. S'il est une leçon à tirer de tout cela, pour nous intellectuels, c'est qu'il faudra désormais proposer une nouvelle théorie et de nouveaux récits, dans lesquels désormais la tête et le corps seront réunis.